

**ACCORD-CADRE RELATIF A DES PRESTATIONS DE
TRANSPORT D'ŒUVRES D'ART ET SERVICES
AFFERENTS POUR L'EXPOSITION « DRAGONS »
AU MUSEE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC**

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET
SERVICES**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

SOMMAIRE

1.	LE MUSEE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC	3
2.	PRESENTATION DE L'ACCORD-CADRE	4
3.	MONTANT ET FORME DE L'ACCORD-CADRE.....	4
4.	DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
5.	LIEU D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	5
6.	ACHATS RESPONSABLES ET OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES	5
7.	INTERVENANTS DE L'ACCORD-CADRE	7
8.	PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE – DOCUMENTS CONTRACTUELS	8
9.	CONTENU DE LA MISSION.....ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.	
10.	PROPRIETE INTELLECTUELLE	19
11.	OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	22
12.	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	24
13.	VERIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS	27
14.	MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE	27
15.	DISPOSITIONS FINANCIERES.....	28
16.	MODALITES DE REGLEMENT	29
17.	PENALITES	31
18.	EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	32
19.	RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....	32
20.	ASSURANCES ET TRANSMISSION DES ATTESTATIONS.....	33
21.	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	34
22.	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SANTE ET SECURITE.....	36
23.	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	36
24.	REGLEMENT DES DIFFERENDS	37
25.	DEROGATIONS AU CCAG-FCS	37

1. LE MUSÉE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC

1.1 Présentation

Etablissement public à caractère administratif, le musée du quai Branly - Jacques Chirac a pour mission de donner leur juste place, dans les institutions muséographiques et scientifiques françaises, aux collections nationales d'œuvres représentatives des arts et civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et aux connaissances scientifiques qui s'y rapportent.

Dans ce but il conçoit, réalise et gère un ensemble culturel original à caractère muséologique et scientifique, chargé de conserver et de présenter au public des biens culturels représentatifs des arts et des civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et de développer la recherche fondamentale et appliquée, d'expertiser, de rassembler, d'enseigner, de valoriser et de diffuser les connaissances relatives à ces arts, aux sociétés et civilisations qui les ont produits ou en qui en sont héritières et de participer à l'effort national et international de préservation du patrimoine matériel et immatériel de ces sociétés.

Il s'agit de répondre par la diversité des offres à celle des publics, de développer une pratique nouvelle des relations internationales avec les pays d'origine, de rendre accessibles des collections exceptionnelles, de proposer un centre de ressources, de recherche et de formation, de disposer d'un lieu d'expression des cultures vivantes, de permettre l'évolution du concept fondateur du projet, d'organiser un dispositif technique et administratif adapté.

Musée d'arts et de civilisation, il a une double vocation, conservation et présentation des collections d'une part, contribution à la recherche et à l'enseignement d'autre part.

1.2 Diversité – Egalité professionnelle et lutte contre les discriminations

Le ministère de la Culture a obtenu les deux labels « Diversité » et « Égalité professionnelle » délivrés par l'AFNOR. Le musée du quai Branly-Jacques Chirac est également détenteur du Label « Egalité Femmes/Hommes ».

Il s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;
- Un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Le musée du quai Branly – Jacques Chirac s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le musée du quai Branly – Jacques Chirac souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il est demandé au titulaire de remplir au moment de la signature du contrat le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le ministère de la Culture.

Ce questionnaire prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse sera communiquée au moment de l'attribution de l'accord-cadre.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution de l'accord-cadre si la personne publique lui en fait la demande. Celle-ci peut intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre si ce dernier est pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du contrat. Le représentant de la personne publique compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

2. PRESENTATION DE L'ACCORD-CADRE

2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations d'emballage, de chargement, de transport aller, de déchargement, de déballage, d'installation, de désinstallation, de remballage, de rechargement, de transport retour et de réinstallation des œuvres chez les prêteurs pour l'exposition « *Dragons* » qui se tiendra du mardi 18 novembre 2025 (inauguration le lundi 17 novembre 2025) au dimanche 1^{er} mars 2026 en Galerie Germain Viatte du musée du quai Branly - Jacques Chirac (durée de 103 jours).

Le présent marché comprend l'emballage, le chargement, le transport aller, le déchargement des caisses, leur manutention, le déballage et l'installation puis la désinstallation, le remballage, le chargement des caisses, le transport retour et la réinstallation des œuvres présentées dans le cadre de l'exposition « *Dragons* ».

Les détails techniques des prestations sont précisés à l'article 9 « Contenu de la mission » du présent CCP. La liste d'œuvres figurant en annexe 2 du présent CCP comprend 156 œuvres.

2.2 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Le présent accord-cadre ne comprend aucune variante obligatoire ou facultative ni prestation supplémentaire éventuelle (PSE).

3. MONTANT ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est mono-attributaire et conclu à prix mixtes. Le montant de la part forfaitaire est précisé à l'Acte d'engagement et les prix unitaires sont indiqués dans le bordereau de prix unitaires (BPU).

Le présent accord-cadre comporte un montant maximum de 59 000 euros HT pour sa part à commandes sur la durée totale de l'accord-cadre.

L'étendue des prestations de la part forfaitaire est décrite à l'article 9.2 du présent CCP.

L'étendue des prestations de la part à commandes est décrite à l'article 9.3 du présent CCP.

Il sera exécuté en partie par bon de commande en application de l'article R2162- 13 du Code de la commande publique, et dans les conditions définies dans le présent document.

4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le marché prend effet à compter de sa date de notification au titulaire et jusqu'à la réception sans réserve des prestations, notamment lorsque l'ensemble des œuvres sera relivré et déballé chez les prêteurs. La durée prévisionnelle du marché est de 9 mois.

Ce marché n'est pas reconductible.

Les bons de commandes émis pendant la durée de validité de l'accord-cadre peuvent s'exécuter au-delà, jusqu'à admission des prestations faisant l'objet du bon de commande dans une limite de trois (3) mois.

5. LIEU D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Les prestations seront réalisées au musée du quai Branly – Jacques Chirac – 222 rue de l'Université CS60851 - 75281 PARIS.

6. ACHATS RESPONSABLES ET OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES

6.1 Politique d'achats responsables de l'Etablissement

Le musée du quai Branly – Jacques Chirac est dédié à la préservation et à la valorisation de la diversité des cultures à travers le monde. Alors que la destruction des écosystèmes menace toujours plus la pérennité des cultures, le musée assume une responsabilité particulière en matière environnementale.

Etablissement en charge d'une mission de service public culturel, le musée du quai Branly – Jacques Chirac endosse aussi une responsabilité sociale et sociétale forte, à travers des objectifs d'égal accès aux arts et aux savoirs, d'accessibilité au plus grand nombre et, plus largement, de lutte contre toutes formes de discriminations.

Pour l'ensemble de ces raisons, le musée développe depuis plusieurs années une politique d'achats responsables. A ce titre, dans le cadre de l'exécution des prestations réalisées pour le musée du quai Branly – Jacques Chirac s'engagent à :

- Limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport dans la réalisation des prestations. La planification du transport doit permettre d'éviter la circulation pendant les heures de pointe, de privilégier le transport groupé des personnes et fournitures objet de l'accord-cadre afin de réduire les déplacements de véhicules. Le titulaire favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou transports en commun ;
- Privilégier l'utilisation de matériaux recyclables et/ou recyclés et/ou à faible consommation énergétique ;
- Favoriser le reconditionnement et le retraitement des équipements usés ;
- Limiter sa production de papiers et privilégier l'utilisation de papiers issus d'une gestion durable des forêts ;
- Encourager et agir dans la sensibilisation de son personnel afin de généraliser les pratiques respectueuses de l'environnement ;
- Proposer au musée, à tout moment de l'exécution du contrat, toute suggestion permettant de limiter l'impact environnemental dans la réalisation des prestations ;

- Veiller à ce que soient effectuées les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et évacuation des déchets créés vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est invité à appliquer lui aussi les bonnes pratiques listées ci-dessus, qui concernent son domaine, dans le cadre de l'exécution de ses prestations.

Conformément à l'article L541-2 du Code de l'environnement, le titulaire est tenu d'assurer ou de faire assurer la gestion de déchets liés aux prestations du présent accord-cadre. Il est ainsi demandé au titulaire d'assurer le démantèlement des caisses en fin de vie appartenant au musée du quai Branly – Jacques Chirac ainsi que le tri à la source au sein de ses ateliers ou entrepôts.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande du musée, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux, le cas échéant. La non-communication de ces éléments justificatifs peut engendrer l'application de pénalités pour non remise de documents.

6.2 Obligations environnementales spécifiques

Il est attendu du titulaire qu'il soit force de proposition en matière d'amélioration des pratiques favorisant le développement durable durant la mission de l'accord-cadre : réduction de l'impact environnemental des caisses dès que cela est possible, optimisation des transports, mutualisation des déplacements et des convoiements inter-institutions etc.

6.2.1. Provenance des matériaux

Pour l'utilisation de bois, le titulaire devra justifier de l'utilisation de bois issu de forêts gérées de façon durable (PEFC ou FSC) via la transmission de bordereaux de commandes de bois labélisé ou de fiches techniques labélisées pour les caisses fabriquées en sous-traitance.

Pour l'utilisation du carton, le titulaire devra justifier de l'utilisation de carton tout ou partie recyclé (exemple : APUR, NF Environnement, PEFC, FSC® Mixte, FSC® Recyclé, etc.). Le musée attire l'attention des futurs titulaires sur certains labels ne correspondant pas aux exigences du présent cahier des charges : FSC 100%, Point Vert, etc. Cette liste est non exhaustive et il reviendra aux titulaires de vérifier que les labels et certifications des cartons utilisés dans le cadre des prestations réalisées pour le musée répondent bien aux exigences du présent article.

Ces dispositions (bois et carton) s'appliquent à l'ensemble des prestations du présent accord-cadre.

Les matériaux tout ou partie recyclés annoncé dans l'offre technique pourront faire l'objet de contrôles via la transmission des fiches techniques et bordereaux de commandes à la demande des services du musées. Ces contrôles seront aléatoires, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de les réaliser à tout moment dans l'exécution de l'accord-cadre.

Fiches techniques et bordereaux devront être transmis dans un délai de 72 heures sur simple demande de l'Établissement. En cas de non-transmission des documents dans les délais impartis, le titulaire se verra appliquer les pénalités décrites à l'article 17.1 du présent accord-cadre.

6.2.2. Groupage de commandes

Le musée du quai Branly – Jacques Chirac prêtera une attention particulière à l'organisation de transports groupés, qui devront, dans la mesure du possible, être systématiquement favorisés et proposés au service demandeur qui effectuera un arbitrage en fonction de la spécificité de chaque corpus d'œuvres.

6.2.3. Demande d'autorisation d'accès

Toute prestation sur le site du musée du quai Branly – Jacques Chirac devra être précédée d'une demande d'autorisation d'accès. Le modèle de cette demande sera transmis aux titulaires par le musée lors de la première passation de commande.

Ce document comprendra, outre les informations de sécurité utiles, des informations relatives au suivi d'impact écologique de l'activité de l'institution, à savoir :

- Le type de véhicule utilisé
- Le type de carburant utilisé
- Le kilométrage total de l'opération
- Le poids total approximatif du chargement

Conformément à l'article 16.2.2 du CCAG-FCS, le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales exigées au titre du présent accord-cadre.

7. INTERVENANTS DE L'ACCORD-CADRE

7.1 Conduite de l'accord-cadre

La Direction du développement culturel du musée du quai Branly – Jacques Chirac, est chargé du suivi et de la conduite de l'accord-cadre.

7.2 Titulaire de l'accord-cadre

Le titulaire ou les membres du groupement désignés à l'article 1 de l'acte d'engagement du présent accord-cadre ayant en charge la réalisation des prestations sont désignés dans le présent CCP sous le nom « le titulaire ».

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de la personne publique, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à la personne publique dans les délais requis ou impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à la personne publique les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

7.3 Sous-traitance

Le titulaire sous-traite les prestations dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 à L.2193-14 du Code de la commande publique **et** aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

La sous-traitance totale est interdite.

Si la demande d'acceptation et d'agrément n'a pas été faite au moment du dépôt de l'offre pour l'attribution de l'accord-cadre, elle pourra avoir lieu à tout moment pendant la durée de l'accord-cadre à condition d'avoir obtenu du musée du quai Branly – Jacques Chirac l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, sur présentation de la déclaration de sous-traitance à la personne publique (*formulaire DC4 joint au présent DCE*) dans les conditions définies à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

Le sous-traitant accepté et agréé est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution, par la personne publique lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 euros TTC.

Le titulaire reste responsable de toutes les obligations résultant du présent accord-cadre, y compris celles qui sont sous-traitées.

En tout état de cause, la déclaration de sous-traitance doit être adressée à la personne publique avant tout début d'intervention du sous-traitant. Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire dans les conditions de l'article 45 du CCAG-FCS.

7.4 Cotraitance

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG-FCS sont applicables. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du représentant de la personne publique jusqu'à la date d'expiration de l'accord-cadre, à laquelle ces obligations prennent fin et jusqu'à l'exécution complète des bons de commandes pris en application de l'accord-cadre.

8. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) propre à chacun des lots et son annexe :
 - o Annexe 1 : le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes :
 - o Annexe n°1 : le projet de planning pour le transport, l'installation et la désinstallation,
 - o Annexe n°2 a et b : la liste d'œuvres globale (prêteurs) comprenant les indications de transport, d'emballage et d'installation en formats excel et pdf ;
 - o Annexe n°3 a et b : Cahier de plans : Galerie Germain Viatte, monte-charges et ascenseurs.

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106868A) ;
- L'offre technique du titulaire.
- La demande d'acceptation du ou des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du ou des contrats de sous-traitance (DC4).

Nota : les pièces générales sont contractuelles et réputées connues de chaque titulaire bien qu'elles ne soient pas matériellement annexées au dossier du présent accord-cadre.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au 1^{er} jour du mois d'établissement des prix.

9. CONTENU DE LA MISSION

9.1. Contexte de la prestation

Le présent marché intervient dans le cadre de l'exposition « Dragons » qui se tiendra du mardi 18 novembre 2025 (inauguration le lundi 17 novembre 2025) au dimanche 1er mars 2026 en Galerie Germain Viatte du musée du quai Branly - Jacques Chirac (durée de 103 jours).

L'offre du titulaire présentera un rétro planning détaillé en s'appuyant sur l'annexe 1 du présent CCP. Ce rétro planning respectera celui de l'opération transmis par le pouvoir adjudicateur : les dates d'acheminement et de livraison des œuvres au musée du quai Branly-Jacques Chirac seront en adéquation avec ce planning.

Dans le cas d'un retard d'acheminement, de livraison et d'enlèvement des œuvres mettant en péril le planning de l'opération, dans le cas où ce retard résulterait d'un défaut d'anticipation de la part du titulaire, les frais liés à ce décalage de prestations ne seront pas pris en charge par le musée du quai Branly-Jacques Chirac.

Précisions importantes :

Cette exposition a été conçue en partenariat avec le Musée National du Palais de Taïwan (NPM) qui nous prête à cette occasion 113 œuvres de leurs collections. Cette sélection est complétée par plusieurs prêts de musées français dont 31 œuvres appartiennent aux collections du musée du quai Branly – Jacques Chirac et ne nécessiteront pas de transport et d'emballage. Sauf dans le cas où une pièce se trouverait dans la réserve extérieure du Musée du quai Branly-Jacques Chirac (se reporter à la liste d'œuvre en annexe).

Certaines conditions de prêt des œuvres du Musée National du Palais de Taïwan ont été définies par le contrat signé avec le prêteur. Ces conditions qui concernent le nombre d'expéditions ou l'organisation des convoiements sont décrites dans le présent CCP. Le titulaire devra prendre en considération ces conditions dans son offre.

Le Musée National du Palais de Taiwan recommande les sociétés Crown Van Lines et Safe Pack pour le transport de leur collection.

9.2. Etendue de la prestation forfaitaire

La prestation du titulaire du présent marché s'articule en deux phases :

- **Phase Ouverture** : Emballage des œuvres, enlèvement, transport, ouverture et manipulation des caisses préalables et consécutives à la mise en anoxie, déballage, installation et ouverture de l'exposition au musée du quai Branly - Jacques Chirac.

- **Phase Fermeture** : fermeture de l'exposition au musée du quai Branly - Jacques Chirac, désinstallation, emballage, enlèvement, transport et déballage au domicile des œuvres appartenant aux prêteurs.

Cela inclut :

- L'étude technique préalable de tous les accès prêteurs, des conditionnements, emballage et protections nécessaires pour garantir la sécurité et la conservation des œuvres.
- La fabrication des emballages et conditionnements, l'emballage, l'enlèvement, le transport, le déballage, l'installation, le remballage, le retour des œuvres chez les prêteurs et la destruction de leur caisserie non réutilisée ; ainsi que toutes les actions de coordination, les formalités administratives et douanières nécessaires à la sortie/ au départ des œuvres / au retour des œuvres de/sur leur territoire de provenance.
- La gestion des transports et des manipulations relatives à la mise en anoxie des œuvres avant installation.
- La prestation d'assistance à la régie pour le montage : 1 personne (8 jours).
- La prestation d'assistance à la régie pour le démontage : 1 personne (5 jours).

Les œuvres listées dans l'annexe n° 2 au présent CCP seront à enlever dans différents lieux en France et à l'étranger. La liste des œuvres est triée par pays et par prêteur.

9.3. Etendue des prestations issues de la part à commandes

Les prestations prévues dans la part à commandes sont similaires aux prestations attendues au titre de la part forfaitaire. Cette part à commandes vise à couvrir tout évènement imprévu, nécessitant des prestations similaires supplémentaires à réaliser par le titulaire.

Elles n'ont vocation à être utilisées qu'en cas de problématique survenue lors de l'exécution des prestations, la mission principale étant la mission à réaliser au titre de la part forfaitaire.

9.4. Planning prévisionnel de l'opération

Ce planning est indicatif et susceptible d'évoluer, mais voici à titre informatif, les éléments à disposition :

- Livraison des œuvres au musée : à partir du lundi 27 octobre 2025.
- Montage de l'exposition : Du lundi 03 novembre au jeudi 13 novembre 2025 inclus (soit 8 jours ouvrés car le 11 novembre ne sera pas travaillé).
- Démontage de l'exposition : Du lundi 2 mars au vendredi 6 mars 2026 inclus (5 jours).
- Livraison chez les prêteurs des œuvres : Avant le 20 mars 2026.

L'absence de remise à jour du planning en cours d'opération, et sa non remise à la demande du pouvoir adjudicateur, fait encourir au titulaire les pénalités décrites à l'article article 17.1 du présent CCP.

9.5. Phase Ouverture : Ouverture de l'exposition au musée du quai Branly - Jacques Chirac

Les prestations décrites ci-dessous concernent le transport « aller » des œuvres, c'est à dire leur emballage, leur enlèvement depuis les différentes adresses des prêteurs, les éventuelles spécialités douanières, leur livraison au musée du quai Branly - Jacques Chirac, leur déballage et leur installation dans l'espace d'exposition.

9.5.1. Prestations de coordination et de planification

- **Etude technique et de préparation des opérations**

Le titulaire doit prendre connaissance auprès des prêteurs qu'il est autorisé à contacter, selon les modalités de la liste en annexe 2 du présent marché, des conditions d'accès de chacun des lieux d'enlèvement (musées, galeries, particuliers...) et les prendre en compte dans ses estimations au moment de l'offre. Il est de sa responsabilité de déterminer le nombre, le volume et le type de camions nécessaires au transport des œuvres.

Le titulaire doit également prendre en compte dans son offre financière et technique le fait que le musée du quai Branly - Jacques Chirac n'est pas équipé de quai de déchargement. Les camions doivent donc obligatoirement être équipés d'un hayon.

La non prise en compte des besoins liés à l'enlèvement des œuvres chez les prêteurs de la liste d'œuvres, hormis ceux pour lesquels il serait spécifié que le candidat n'a pas le droit de les contacter préalablement à la notification du marché, ne pourra faire l'objet d'aucune demande de compensation financière au musée du quai Branly - Jacques Chirac.

Après la notification du marché au titulaire, celui-ci a la responsabilité d'organiser dans un délai de deux semaines maximums après la date de notification des aller-voir chez une partie des prêteurs pour définir la caisserie et l'emballage notamment. Ces aller-voir, sont obligatoires pour les prêteurs suivants :

- Musée National du Palais, Taipei – Taïwan
- Musée national des arts asiatiques - Guimet, Paris – France
- Musée Cernuschi, Paris – France
- Musée départemental des arts asiatiques, Nice – France

- **Organisation et planification des éventuels convoiements et du transport des œuvres**, au regard du planning prévisionnel du montage de l'exposition.

Le planning prévisionnel sera transmis au Titulaire par le régisseur de l'exposition, **au plus tard 4 semaines avant le début de l'installation des œuvres**.

Le titulaire dispose d'une semaine pour en vérifier la faisabilité et transmettre un **planning prévisionnel définitif** au musée du quai Branly - Jacques Chirac, pour validation par le Responsable du service des expositions.

- **Organisation des transports et planification des arrivées des œuvres en liaison avec le musée du quai Branly - Jacques Chirac, ainsi qu'avec les prêteurs pour finalisation du planning.**

Le planning prévisionnel de l'exposition (phase montage) devra être finalisé par le titulaire **au plus tard trois semaines avant l'installation des œuvres**.

Dès validation écrite de ce planning **par le régisseur de l'exposition**, le titulaire devra procéder, sous un délai de 48H, à la réservation et à l'achat des billets et nuitées des convoyeurs notamment, aux fins de limiter les imprévus et surcoûts et de pouvoir justifier de tarifs avantageux qui seront alors présentés en moins-value sur le forfait notifié.

- **Coordination et supervision des opérations sur le site du musée du quai Branly - Jacques Chirac :**
 - Réception des camions et des caisses,
 - **Acheminement des œuvres en salle d'exposition ou dans tout autre lieu indiqué par le régisseur de l'exposition, en tenant compte des dimensions des œuvres et des cheminements.** Les autorisations d'accès sont à prévoir au plus tard 48 heures avant les opérations.
 - Opérations de déballage,
 - Opérations d'accueil des convoyeurs,
 - Opérations de manutention des œuvres au sein du musée (Galerie Jardin, atelier, réserves, aire de livraison notamment),
 - Pointage des listes d'œuvres et de la liste de colisage,
 - Enlèvement régulier et stockage des caisses vides.

L'ensemble de ces opérations sera réalisé sous la supervision du régisseur de l'exposition du musée.

9.5.2. Prestations d'emballage/déballage, de transport et d'installation

- **Fabrication des caisses et/ou des protections** : réalisation de tout emballage en matériaux de qualité destiné à garantir la préservation des œuvres transportées, effectué par du personnel qualifié. Ces prestations doivent être exécutées avec l'accord de l'Etablissement public, dans les ateliers du titulaire, ceux de ses correspondants étrangers, dans les locaux de l'Etablissement public. Pour tout autre lieu, le Titulaire sollicitera l'accord exprès du musée du quai Branly - Jacques Chirac.
L'ensemble des caisses / colis / bacs plastiques / tamponnages doivent être munis d'un numéro distinct. Ces numéros doivent être collés sur la caisse / le colis / le bac plastique / le tamponnage de manière visible et être intégrés à la liste de colisage.
La cohérence de la typologie de la caisse avec la prestation facturée sera vérifiée systématiquement lors du déballage par le régisseur de l'exposition. Le musée du quai Branly - Jacques Chirac se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités prévues à l'article 17.4 du présent CCP, au titre d'un manquement au mémoire technique, si l'emballage ne correspond pas aux prérequis techniques.
- **Enlèvement et emballage des œuvres** de la liste. Ils doivent se faire à l'adresse indiquée par les prêteurs. Le Titulaire doit se conformer aux horaires indiqués par les prêteurs, ou aux horaires qu'il indiquera lui-même aux prêteurs, notamment particuliers. En cas de retard dû à la circulation routière, il incombe au Titulaire de faire prévenir les prêteurs et le musée du quai Branly - Jacques Chirac dans les meilleurs délais et au plus tard 15 minutes avant l'heure convenue et d'indiquer un nouvel horaire estimatif. Dans le cas des prêteurs particuliers, aucun frais supplémentaire ne pourra être demandé au musée du quai Branly - Jacques Chirac en cas de retard imputable au Titulaire. Dans le cas où, pour un prêteur particulier notamment, le retard serait tel qu'il impliquerait la non-disponibilité du prêteur, le titulaire prendra à sa charge les frais liés à la venue ultérieure d'une équipe et d'un camion pour mener à bien la prestation.
- **Transport des œuvres du domicile des prêteurs** jusqu'aux ateliers et au lieu de présentation de l'exposition, avec un stockage dans les locaux du transporteur si nécessaire et si accord des prêteurs. Le prestataire a l'obligation de planifier les livraisons et les arrivées avec les convoyeurs en coordination avec le régisseur de l'exposition.
- **Cas particulier des transports depuis le Musée National du Palais de Taiwan**
Dans le but d'assurer une répartition des valeurs d'assurance des œuvres prêtées par le Musée national du Palais, trois expéditions, seront organisées pour le transport des œuvres à l'aller et au retour.
- **Transfert en interne des œuvres déjà au musée** (musée du quai Branly-Jacques Chirac et prêteurs privés) listées dans l'annexe 1 du marché depuis l'atelier jusqu'à l'espace d'exposition (Galerie Germain Viatte).
- **Le gerbage de caisses pleines est formellement interdit** au titre de ce marché, selon les usages en vigueur dans le transport d'œuvres d'art. En cas de manquement à cette obligation, le musée du quai Branly - Jacques Chirac se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités prévues à l'article 17.4 du présent CCP.

L'ensemble des œuvres non convoyées devra être livré en amont du chantier d'installation, à compter de la date de début de livraison précisée sur le planning en annexe n°1.

Les œuvres convoyées devront être livrées selon le planning d'installation validé par le musée.

- **Prise en charge de l'ensemble des formalités administratives et douanières de sortie du territoire national, et de CITES**, le cas échéant et selon les indications données dans la liste en annexe n° 2 au présent marché. Il appartient au Titulaire de se rapprocher des transporteurs étrangers, pour déterminer si des CITES sont nécessaires et de prévoir ces dépenses dès soumission de son offre. Ces formalités doivent inclure tous les documents nécessaires à la sortie des œuvres et également toute la coordination, l'administration, la douane ou tout autre service nécessaire. Le Titulaire ne peut en aucun cas retenir ces documents de douanes et CITES. En cas de retard dans la transmission de ces pièces à la suite d'une demande du musée ou en cas de non-transmission, le titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 17.1 du présent CCP.
- **Transmission des listes de colisage** : au plus tard 72h avant l'arrivée des caisses/œuvres au musée du quai Branly - Jacques Chirac.
Tout retard dans la remise de ces listes pourra entraîner l'application de pénalités prévues à l'article 17.1 du présent CCP.
- **Déchargement des camions** et des caisses d'œuvres lors de l'arrivée des camions au musée du quai Branly - Jacques Chirac, **acheminement** jusqu'à la galerie Jardin ou l'atelier. Le titulaire du présent marché a la responsabilité de disposer de tout moyen de levage approprié à cette opération et de prendre en compte tous les obstacles pérennes possibles liés à l'acheminement des caisses. Aucune plus-value ne saurait être acceptée par le musée du quai Branly - Jacques Chirac pour non-anticipation d'un moyen de levage identifiable dans l'analyse de la liste des œuvres ou des accès aux prêteurs ainsi qu'aux espaces du musée du quai Branly - Jacques Chirac.

Les équipes assignées aux livraisons de caisses pleines et de matériel ainsi qu'à l'enlèvement des caisses vides devront être indépendantes des équipes d'installation, afin de ne pas ralentir le chantier.

- **Déballage des œuvres** : sortie de caisse, manutention des œuvres au sein du musée et mise à disposition des œuvres pour les constats d'états et auprès des équipes de soclage.
- **Manipulation des œuvres, aide à l'installation, installation des œuvres** :
 - Le titulaire ne devra manipuler et transférer toutes les œuvres, y compris celles du musée du quai Branly - Jacques Chirac, qu'à la demande et sous la supervision du régisseur de l'exposition. Le titulaire peut également être amené à déplacer les œuvres pour les équipes de soclage entre les différents espaces du musée.
 - Le titulaire devra installer des œuvres directement sur les cimaises ou en vitrine, avec le matériel approprié, avec la mise en place des protections adéquates et devra fournir son aide et le matériel adéquat pour l'installation de grandes pièces.
- **Les vitrines** :
 - **Nettoyage**
Le titulaire a la responsabilité de procéder au nettoyage des vitrines et ce à l'aide de matériel adéquat avant l'installation de l'œuvre et avant la fermeture des vitrines. Bien que le fournisseur des vitrines ait l'obligation de livrer du matériel propre et de procéder à son nettoyage avant réception du chantier travaux, le musée du quai Branly - Jacques Chirac demande néanmoins une prestation complémentaire au titulaire du présent marché : une prestation de finition impeccable du nettoyage de l'ensemble du mobilier scénographique (notamment vitres et plexiglas) est de la responsabilité du Titulaire, qui opérera sous la supervision du régisseur de l'exposition. Il est rappelé qu'il n'est pas possible de procéder au nettoyage une fois l'œuvre ou les œuvres accrochées.
 - **Manipulation**

Il sera demandé au titulaire de procéder, à la demande et sous la supervision du régisseur de l'exposition, à l'ouverture et la fermeture des éléments scénographiques (vitrines en verre et capots en plexiglas) autant que de besoin ; il devra se munir de matériel approprié (ventouses, visseuses...) en conséquence et veillera à la conservation et à la maintenance des mobiliers dont certains sont réutilisés d'une exposition à l'autre (vitrines pérennes, ou vitrines provisoires).

- **Fermeture définitive**

Le titulaire aura également la responsabilité de la fermeture définitive des vitrines, sur instruction du régisseur de l'exposition du musée du quai Branly - Jacques Chirac et en sa présence, pendant toute la durée du chantier de l'exposition.

- **Enlèvement et stockage des caisses vides et des emballages**, pendant la durée de l'exposition, dans un lieu clos sous abri avec un climat contrôlé pour toutes les caisses de tous les prêteurs.
 - Enlèvement des caisses vides, avec les moyens de levage appropriés à cette opération.
 - Stockage des caisses vides et emballages, pendant la durée de l'exposition, dans un lieu clos sous abri et chauffé.

Le Titulaire est responsable de la bonne fermeture des caisses vides et garant de leur parfait état de conservation durant le stockage. Tout manquement (matériel d'emballage, vis, dommages à la caisse etc.) constaté au moment du remballage sera à la charge du Titulaire.

Tout changement du lieu de stockage des caisses vides sera indiqué au musée du quai Branly - Jacques Chirac au plus tard une semaine avant le début de l'installation des œuvres, et un nouveau facility report sera transmis. La non remise du facility report, ou la remise d'un facility report ne correspondant pas aux normes exigibles, fera encourir au titulaire les pénalités prévues aux articles 17.1 et 17.4 du présent CCP.

Le Titulaire devra effectuer des enlèvements de caisses et d'emballage vides de manière régulière, sur un rythme qui devra être défini en coordination avec le régisseur de l'exposition, et soumis à sa validation.

9.5.3. Prestations liées aux convoyeurs – phase ouverture

- **Liste des convoyeurs :**

Les institutions pour lesquelles il est demandé de prévoir un convoyeur sont précisées dans l'annexe 2 du présent marché et décrites ci-dessous pour le cas des convoyeurs du National Palace Museum de Taïwan.

- **Billets d'avion ou de train des convoyeurs échangeable et remboursable :**

Une photocopie des titres de transports ou à défaut des factures des titres de transport pourront être demandés par le musée du quai Branly - Jacques Chirac. Aucune plus-value ne saurait être acceptée par le musée du quai Branly - Jacques Chirac pour non-respect du rétro planning d'achat des billets d'avion.

- **Réservation des hôtels des convoyeurs :**

Le prix de la nuitée ne devra pas dépasser le montant maximum de 150 €, petit déjeuner inclus, en hôtel 3 étoiles, réglé directement par le transporteur à l'hôtel. Dans la mesure du possible, le titulaire effectuera les réservations dans un hôtel à proximité du quai Branly – Jacques Chirac, après validation du régisseur de l'exposition. Aucune plus-value ne saurait être acceptée par le musée du quai Branly - Jacques Chirac pour non-respect du rétro planning de réservation des hôtels. L'organisation de grands événements parisiens (salons, foires etc.) et les hausses de prix ou pénuries de logement qui pourraient en découler, doivent être anticipées par le titulaire.

- Indemnités de séjour

Le transporteur versera en outre, directement au convoyeur, le montant de ses indemnités de séjour fixé à 75 € par jour, sauf demande particulière préalablement soulignée en annexe 2 du présent marché. Ce montant **inclut les frais de taxi et de transport intermédiaire**. Aucune prise en charge supplémentaire n'est acceptée.

- Tous les frais administratifs et de prise en charge nécessaires au bon déroulement du voyage du convoyeur.

Assurance personnelle, frais de visa, prise en charge pendant leurs trajets avec les œuvres uniquement entre l'aéroport et le musée ou l'hôtel.

Le Titulaire doit se renseigner sur la nécessité de réaliser un visa pour le(s) convoyeur(s), sur les délais nécessaires et de prendre en charge les frais y afférant.

Sur demande expresse du représentant du pouvoir adjudicateur, et en vue d'opérer un contrôle de l'utilisation des indemnités de séjour fixées ci-dessus, le titulaire devra fournir les justificatifs suivants :

Les justificatifs des frais de déplacement (billets de train et billets d'avion) et des frais de séjour versés aux convoyeurs au titre des per diem avec photocopie des titres de transport (ou à défaut les factures afférentes à ces titres de transport) et mention du nom des convoyeurs et de la durée de leur séjour ;

- Cas particulier des convoyeurs du National Palace Museum de Taïwan :

Conformément au contrat de prêt du National Palace Museum, chaque expédition sera accompagnée par un convoyeur, soit 3 convoyeurs au total pour les œuvres. Pour ces convoyeurs, les billets d'avion seront pris en classe affaires lorsque les convoyeurs voyagent avec les œuvres, et en classe économique lorsque les convoyeurs voyagent sans les œuvres. Les convoyeurs percevront une indemnité de 386 dollars USD par jour, soit environ 370€, qui leur permettra de payer eux-mêmes leurs nuitées d'hôtel, leurs transports locaux et leurs frais de repas.

Ainsi, pour les trois convoyeurs taïwanais, le Titulaire aura la charge de la réservation des billets d'avion et de la souscription à une assurance voyage et du versement des indemnités journalières, mais pas de la réservation des nuitées qui seront réservées directement par les convoyeurs.

Également deux représentants du NPM, indépendant du transport des œuvres, seront présents. 1 représentant officiel pour une visite de 4 jours au vernissage de l'Exposition, et 1 conservateur VIP du NPM pour la durée de l'installation. Les billets seront à prendre en classe affaires, le transport terrestre de / vers l'aéroport, et la réservation de l'hébergement dans une hôtel quatre étoiles. Il n'y a pas de per diem à prévoir pour ces deux représentants.

Pour le montage, le Titulaire devra prévoir 17 jours d'indemnités par convoyeur.

9.6. Phase Fermeture : fermeture de l'exposition au musée du quai Branly - Jacques Chirac

Les prestations décrites ci-dessous concernent la phase « retour » de l'exposition à Paris. Pour toutes les œuvres listées en annexe 2 du présent marché, la prestation du titulaire concerne leur désinstallation de l'espace d'exposition, leur emballage, leur enlèvement du musée du quai Branly - Jacques Chirac, leur livraison et leur déballage chez les prêteurs.

Le titulaire a à sa charge le transport « retour » jusqu'à leur déballage et réinstallation aux différentes adresses des prêteurs.

9.6.1. Prestations de coordination et planification

- **Organisation et planification** des livraisons de caisses vides.
- **Organisation et planification** des équipes de démontage et emballage.
- **Organisation et planification** des enlèvements, chargements et retour des œuvres chez les prêteurs.
- **Organisation et planification** des convoiements.

9.6.2. Prestations d'emballage/déballage, de transport et d'installation

- **Re-livraison au musée du quai Branly - Jacques Chirac des caisses vides et emballages, avec tout moyen de levage approprié à cette opération.**

Le Titulaire devra effectuer des livraisons de caisses et d'emballage vide de manière régulière, sur un rythme qui devra être défini en lien avec le régisseur de l'exposition et soumis à sa validation.

Les équipes assignées aux livraisons de caisses vides et de matériel ainsi qu'à l'enlèvement des caisses pleines devront être indépendantes des équipes de remballage afin de ne pas ralentir le chantier.

Tout doit être mis en œuvre pour permettre la tenue du planning de démontage, dans le respect des œuvres, des mobiliers et des espaces du musée.

- **Ouverture des vitrines** à l'aide du matériel approprié. Le Titulaire veillera à la conservation et à la maintenance des mobiliers dont certains sont réutilisés d'une exposition à l'autre (vitrines pérennes, ou vitrines provisoires).
- **Désinstallation des œuvres lorsque nécessaire, sous la supervision du régisseur de l'exposition du musée du quai Branly - Jacques Chirac.**
- **Remballage** de toutes les œuvres à transporter.
- **Transport retour chez les prêteurs** : chargement en camion ou en avion, livraison, déballage, destruction de la caisserie non récupérée.

Les œuvres convoyées seront enlevées immédiatement après leur emballage et relivrées chez les prêteurs selon le planning prévisionnel de l'exposition (phase fermeture) (annexe 1 du présent CCP). L'ensemble des œuvres non convoyées devra être relivré chez les prêteurs au plus tard avant le 20 mars 2026 (date butoir). En cas de retard dans la livraison des œuvres chez les prêteurs, pour des raisons imputables au titulaire, le titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 17.2 du présent CCP et les frais engendrés seront à sa charge exclusive.

9.6.3. Prestations liées aux convoyeurs – phase fermeture

- **Liste des convoyeurs :**
Les institutions pour lesquelles il est demandé de prévoir un convoyeur sont précisées dans la liste en annexe 2 du présent CCP et décrites ci-dessous pour le cas des convoyeurs du National Palace Museum de Taïwan.
- **Billets d'avion ou de train des convoyeurs, échangeable et remboursable**
Une photocopie des titres de transports ou à défaut des factures des titres de transport pourront être demandés par le musée du quai Branly - Jacques Chirac. Aucune plus-value ne saurait être acceptée par le musée du quai Branly - Jacques Chirac pour non-respect du rétro planning d'achat des billets d'avion.
- **Réservation des hôtels des convoyeurs**
Le prix de la nuitée ne devra pas dépasser le montant maximum de 150 €, petit déjeuner inclus, en hôtel 3 étoiles, réglé directement par le transporteur à l'hôtel. Aucune plus-value ne saurait être acceptée par le musée du quai Branly - Jacques

Chirac pour non-respect du rétro planning de réservation des hôtels. L'organisation de grands événements parisiens (salons, foires etc.) et les hausses de prix ou pénuries de logement qui pourraient en découler, doit être anticipée par le titulaire.

- Indemnités de séjour

Le transporteur versera en outre, directement au convoyeur, le montant de ses indemnités de séjour fixé à 75 € par jour, sauf demande particulière préalablement soulignée dans l'annexe 2 du présent marché. Ce montant inclut les frais de taxi et transport intermédiaire. Aucune prise en charge supplémentaire n'est acceptée.

Sur demande expresse du représentant du pouvoir adjudicateur, et en vue d'opérer un contrôle de l'utilisation des indemnités de séjour fixées ci-dessus le titulaire devra fournir les justificatifs suivants :

Les justificatifs des frais de déplacement (billets de train et billets d'avion) et des frais de séjour versés aux convoyeurs au titre des per diem avec photocopie des titres de transport (ou à défaut les factures afférentes à ces titres de transport) et mention du nom des convoyeurs et de la durée de leur séjour ;

- Tous les frais administratifs et de prise en charge nécessaires au bon déroulement du voyage du convoyeur :

Assurance personnelle, frais de visa, prise en charge pendant leurs trajets, avec les œuvres uniquement, entre l'aéroport et le musée ou l'hôtel. Le Titulaire doit se renseigner sur la nécessité de réaliser un visa pour le convoyeur, sur les délais nécessaires et de prendre en charge les frais y afférant.

- Cas particulier des convoyeurs du National Palace Museum de Taïwan :

Conformément au contrat de prêt du National Palace Museum, chaque expédition sera accompagnée par un convoyeur, soit 3 convoyeurs au total. Pour ces convoyeurs, les billets d'avion seront pris en classe affaires lorsque les convoyeurs voyagent avec les œuvres, et en classe économique lorsque les convoyeurs voyagent sans les œuvres. Les convoyeurs percevront une indemnité de 386 dollars USD par jour, soit environ 370€, qui leur permettra de payer eux-mêmes leurs nuitées d'hôtel, leurs transports locaux et leurs frais de repas.

Ainsi, pour les trois convoyeurs taïwanais, le Titulaire aura la charge de la réservation des billets d'avion et de la souscription à une assurance voyage et du versement des indemnités journalières, mais pas de la réservation des nuitées qui seront réservées directement par les convoyeurs.

Pour le démontage, le Titulaire devra prévoir 7 jours d'indemnités par convoyeur.

Nota bene :

L'ensemble des calibrages ou quantitatifs donnés dans le présent document, le sont à titre indicatif. Il est entendu que le titulaire est tenu de s'assurer du calibrage final des opérations.

Toutes solutions ou modifications techniques ou logistiques en cours d'exécution de la prestation proposées doivent être validées par le musée du quai Branly – Jacques Chirac.

Le candidat doit contacter les prêteurs pour l'établissement des prix des prestations.

CERTAINS PRETEURS NE DOIVENT PAS ETRE CONTACTES AU MOMENT DE LA CONSULTATION : ces prêteurs sont signalés dans la liste d'œuvre par une mention « NE PAS CONTACTER ».

9.7. Modification de la masse des prestations

La « masse des prestations » est entendue dans le présent accord-cadre comme les prévisions initiales du marché. Elle comprend notamment la liste des œuvres à emballer, à transporter et à déballer avec mention des lieux de provenance, de destination et le nom des prêteurs. La liste des œuvres est susceptible d'évoluer entre la date de remise des offres et la date d'ouverture de l'exposition.

Le titulaire est tenu de mener à son terme la réalisation des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre eut égard aux modifications de la masse des prestations..

Il appartient au titulaire d'avertir le musée du quai Branly – Jacques Chirac de toute difficulté ou incohérence qu'il pourrait percevoir, et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations à réaliser. En cas de difficultés techniques nécessitant des frais imprévus, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur en la personne du régisseur des expositions, et du responsable du service des expositions, et proposer d'autres solutions. Ces solutions seront soumises à la validation, par courrier électronique, du responsable du service en charge de l'opération.

Toutes solutions ou modifications techniques ou logistiques en cours d'exécution de la prestation proposées doivent être validées par le musée du quai Branly – Jacques Chirac.

En tout état de cause et afin d'éviter des surcoûts de faibles montants, le titulaire s'engage à maintenir les prix initiaux, lorsqu'intervient une variation de moins de cinq pour cent (5 %) dans les dimensions et poids des caisses et emballages.

Dans le cas où des modifications en cours d'exécution de l'accord-cadre seraient rendues nécessaires, aucune prestation réalisée par le titulaire sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur ne fera l'objet d'un paiement.

Ces modifications seront, le cas échéant, réalisées dans le respect des articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique.

9.8. Documents à fournir par le titulaire pendant l'exécution du marché

Le titulaire s'engage à mettre à jour le planning prévisionnel de l'exposition de manière régulière et de transmettre au régisseur une version définitive, au plus tard 3 semaines avant le début des opérations.

Sur demande expresse du représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire devra fournir les justificatifs suivants :

- les justificatifs de l'ensemble des frais déboursés dans le cadre de l'aller-voir (sauf frais de taxi non remboursés) notamment les frais de déplacement et de séjour avec photocopie du titre de transport (ou à défaut les factures afférentes à ces titres de transport) et des factures correspondantes au séjour et mention du nom de l'intéressé et de la durée de son séjour ;
- les copies de LTA ;
- les copies des permis CITES le cas échéant ;
- devis et factures des correspondants à l'étranger ;
- les justificatifs des frais de déplacement (billets de train et billets d'avion) et de séjour versés aux convoyeurs au titre des per diem avec photocopie des titres de transport (ou à défaut les factures afférentes à ces titres de transport) et mention du nom des convoyeurs et de la durée de leur séjour ;
- les bons de transport et de manutention ;
- les fiches d'heures des équipes de chantier ;
- les facilities report ou documents techniques relatifs aux lieux de stockage de œuvres que ce soit chez le titulaire ou chez un correspondant à l'étranger à l'occasion des arrêts lors de transports.

Pour tout document non remis, le titulaire encourra, sur constatation par la personne publique, les pénalités prévues aux articles 17.1 et 17.4 du présent CCP.

10. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'ensemble des plans, documents techniques et résultats des prestations réalisées et/ou livrées par le titulaire, mandataire, cotraitants et sous-traitants, le cas échéant, dans le cadre du présent accord-cadre (ci-après dénommés « Résultats ») sont l'objet de la présente cession de droits, dans les conditions visées aux articles ci-dessous.

Ces conditions de cession de droits doivent être reprises dans les contrats passés entre le titulaire et ses sous-traitants.

10.1. Propriété des plans, des études et des résultats fournis par le pouvoir adjudicateur au titulaire

Les plans et documents techniques remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire de l'accord-cadre sont et restent la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur et doivent lui être restitués après exécution de l'accord-cadre.

En conséquence, les études, plans, projets, documents, logiciels, résultats remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire, ne peuvent, sans l'autorisation préalable et écrite du pouvoir adjudicateur, être utilisés par le titulaire de l'accord-cadre pour son propre usage, ni être copiés, reproduits ou communiqués à des tiers : en cas de vol, disparition ou incident relatif à cette clause, le titulaire en avisera immédiatement le pouvoir adjudicateur.

10.2. Droits de propriété intellectuelle sur les Résultats

Il est fait application des dispositions du chapitre VI du CCAG-FCS. Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG-FCS, la cession des droits se fait à titre exclusif, dans les conditions décrites ci-dessous.

L'ensemble des droits sur les Résultats sont cédés par le titulaire, au pouvoir adjudicateur qui peut les utiliser et les reproduire à toutes fins sans que le titulaire de l'accord-cadre puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit, les règlements effectués au titre de l'article « Modalités financières » couvrant tous les chefs de rémunération dont le titulaire de l'accord-cadre et/ou les auteurs et/ou les inventeurs peuvent se prévaloir, notamment les rémunérations et gratifications prévues par convention collective ou par des dispositions légales relatives aux droits de propriété intellectuelle.

Cette cession est effectuée pour produire effet dans le monde entier, à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur des Résultats, pour la durée de protection légale des droits de propriété intellectuelle sur les Résultats.

Le titulaire cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux Résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, pour les besoins découlant de l'objet du présent accord-cadre.

Les droits cédés pourront faire l'objet d'une exploitation directe ou indirecte à titre non commercial, ces droits pouvant faire l'objet de cessions à des tiers partenaires ou prestataires du pouvoir adjudicateur.

Ces droits comprennent l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, d'arranger, de corriger, de traduire tout ou partie des Résultats, en l'état ou modifiés pour les besoins de l'accord-cadre.

Le droit de reproduction comporte notamment :

- le droit de reproduire ou d'enregistrer tout ou partie des Résultats par tous moyens, dans tous formats et sur tous supports, tels que supports papier, pellicules photographiques, photographies en noir et blanc ou en couleur, diapositives, vidéodisques, support magnétique (bandes magnétiques, disques magnétiques et/ou optiques), support électronique sous format analogique ou numérique, multimédia et selon tous les procédés connus ou inconnus à ce jour
- le droit d'établir ou de faire établir des reproductions de tout ou partie des Résultats en tel nombre qui plaira à l'établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac ou à ses ayants droits, autant d'exemplaires, doubles, ou copies en tous formats et par tous procédés précédemment mentionnés.

Le droit de représentation comporte notamment :

- le droit de présentation publique, de communication et de mise à disposition de tout ou partie des Résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés connus et inconnus à ce jour, notamment par projection en tous lieux accessibles à tous publics payants ou non, par voie de télédiffusion par onde, câble, ou satellite ainsi que par tous les procédés informatiques (notamment sur les réseaux sociaux officiels, les sites de partage de contenus du musée du quai Branly – Jacques Chirac et ses partenaires, les sites Internet édités ou coédités par le musée du quai Branly - Jacques Chirac ainsi que sur les sites internet de ses partenaires ou des institutions à caractère culturel), sur des supports tels que les vidéocassettes, vidéodisques, CD, CD-ROM, CDI, DVD, produits vidéogrammes, applications mobiles, notamment produits multimédias... (liste explicative non exhaustive) à destination de tous publics payants ou non pour les besoins découlant de l'objet du présent accord-cadre
- le droit de communiquer tout ou partie des Résultats aux partenaires et prestataires du musée du quai Branly – Jacques Chirac et à des candidats sur des consultations futures et à tous prestataires

La cession de droits comporte également le droit de modifier ou d'adapter les Résultats en fonction des différents supports cités précédemment, ainsi que le droit de traduire en toutes langues, les Résultats.

10.3. Dispositions communes

De manière générale, le titulaire de l'accord-cadre ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature pour l'exploitation des Résultats.

En cas de cessation de l'accord-cadre pour quelque cause que ce soit, le pouvoir adjudicateur demeure cessionnaire de l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux Résultats.

Au titre du présent accord-cadre, le titulaire cède la propriété matérielle de l'ensemble des Résultats, y compris la documentation technique et fonctionnelle y afférentes.

Au terme du présent accord-cadre, le titulaire transmettra au musée du quai Branly-Jacques Chirac la documentation technique et fonctionnelle relative à ses connaissances antérieures, nécessaires à l'exploitation des Résultats objets du présent accord-cadre. Le musée du quai Branly-Jacques Chirac pourra réaliser ou faire réaliser par un tiers, toute amélioration, maintenances ou mises à jour nécessaires des connaissances antérieures qui seront traitées comme des informations confidentielles.

Pendant une période de deux ans, le titulaire de l'accord-cadre est tenu de fournir, sur la demande du pouvoir adjudicateur, l'assistance indispensable à l'exercice des droits nécessaires à l'exploitation des Résultats.

Le titulaire de l'accord-cadre doit notamment :

- Remettre dans un délai maximum de deux mois à partir de la réception de la demande tous dessins, documents, gabarits, et maquettes, nécessaires pour la fabrication des objets, matériels et constructions en cause, ce délai pouvant être prolongé par le pouvoir adjudicateur, à la demande du titulaire de l'accord-cadre, pour les éléments qui ne peuvent être mis à disposition sans travail complémentaire substantiel ;
- Assister par ses conseils techniques et le concours temporaire de son personnel spécialisé, ainsi que par la communication de tous procédés de fabrication et savoir-faire qui seraient nécessaires à l'utilisation des Résultats.

10.4. Garanties

Le titulaire de l'accord-cadre garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute nature relatifs aux Résultats.

Le titulaire de l'accord-cadre garantit :

- Qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle des demandes de titres et des titres qu'il cède ;
- Qu'il est titulaire ou détient les droits concédés sur les connaissances antérieures ;
- Qu'il n'a concédé sur les Résultats, les titres et les demandes de titres, aucune licence, nantissement, gage ni aucun autre droit au profit d'un tiers ;
- Qu'il n'existe aucun litige, en cours ou imminent, et qu'il n'a été informé d'aucun litige susceptible d'être intenté concernant les droits objets de la cession ;
- Qu'il indemnise le pouvoir adjudicateur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, de toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'exploitation des Résultats et des connaissances antérieures du titulaire de l'accord-cadre. Si le pouvoir adjudicateur est poursuivi pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme, sans faute de sa part, du fait de l'exploitation des Résultats et des connaissances antérieures du titulaire de l'accord-cadre, il en informe sans délai le titulaire de l'accord-cadre qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire ;
- Qu'il s'engage, dans ces hypothèses, à apporter au pouvoir adjudicateur toute l'assistance nécessaire à ses frais ;
- Qu'il s'engage, à son choix, soit (i) à modifier ou à remplacer les éléments objet du litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications de l'accord-cadre, soit (ii) à faire en sorte que le pouvoir adjudicateur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, soit (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser au pouvoir adjudicateur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le titulaire de l'accord-cadre prendra à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur serait, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, condamné à raison d'un acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou de parasitisme, du fait de l'exploitation des Résultats et des connaissances antérieures du titulaire de l'accord-cadre, dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.

La responsabilité du titulaire de l'accord-cadre ne sera pas engagée pour toute allégation concernant :

- Les connaissances antérieures que le pouvoir adjudicateur a fournies au titulaire de l'accord-cadre pour l'exécution de l'accord-cadre ;
- Les éléments incorporés dans les Résultats à la demande expresse du pouvoir adjudicateur ;
- Les modifications ou adaptations apportées aux Résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportée par le pouvoir adjudicateur ou à sa demande expresse.

10.5. Droits du titulaire

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage, à compter de la date de cession des droits, à ne pas utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les Résultats cédés.

Le titulaire de l'accord-cadre conserve ses droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures incorporées dans les Résultats.

11. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

11.1. Obligations générales du titulaire

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations à fournir. A ce titre, il est responsable notamment de la définition et de la coordination des moyens qu'il doit mettre en œuvre, du respect des dispositifs méthodologiques présentés au présent CCP.

Il appartient au titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations de l'accord-cadre, de conseiller le musée, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir, et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations à réaliser.

En particulier, en cas de difficultés susceptibles d'entraîner un retard dans l'exécution des prestations ou d'abaisser la qualité de service, le titulaire s'engage à informer immédiatement le musée et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour y remédier.

La responsabilité du titulaire vis-à-vis du musée reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'Art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément de prix.

Le titulaire s'engage :

- à exécuter les prestations dans les règles de l'art, et dans les meilleures conditions de sécurité des biens et des personnes,
- à se conformer aux moyens qu'il aura notamment prévus dans son offre technique, et qui auront été approuvés par la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre ou à ceux qui auront été déterminés lors des réunions préparatoires. Dans le cas où il les modifierait, il en aviserait la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre et le responsable scientifique concerné. Toute modification devra obtenir un accord préalable écrit du musée avant sa mise en œuvre,
- à respecter les conditions d'exécution fixées lors des réunions préparatoires ci-dessus,
- à respecter les normes de conservation-préventive et à alerter le musée dans les plus brefs délais en cas d'anomalie ou dérive,
- à prévoir les protections nécessaires contre toutes détériorations des biens,

Avant tout début d'exécution des prestations, le titulaire sera réputé avoir pris pleine connaissance de tous les éléments en relation avec l'exécution des prestations, et d'avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution et sujétions.

En conséquence, il devra solliciter toute information complémentaire dont il ressentirait le besoin avant d'engager les opérations.

11.2. Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat. A ce titre, il est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations définies dans le présent accord-cadre ainsi que dans les marchés subséquents dans les délais impartis.

Au titre de son obligation de résultat, le titulaire s'engage, si cela s'avère nécessaire pour assurer ses prestations dans les délais impartis, à renforcer son équipe et ses moyens techniques sans accroissement de sa rémunération.

Les billets de transport des convoyeurs doivent être pris dans les conditions économiques les plus avantageuses et le plus tôt possible après notification du marché subséquent, sauf cas exceptionnel qui devra être dûment justifié.

L'obligation de résultat implique que le titulaire donnera à ses équipes les moyens nécessaires pour mener à bien les prestations prévues au contrat. A ce titre, le titulaire s'engage au respect des horaires pour tous les prêteurs.

11.3. Personnel du titulaire – Qualifications

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par un personnel suffisamment dimensionné et qualifié.

Le titulaire devra assurer les opérations d'emballage/déballage ainsi que de manutention et accrochage des œuvres, qu'elles soient manuelles ou à l'aide d'engins de levage, par du personnel spécialisé en manipulation d'œuvres d'art (manutentionnaires layetiers présents dans l'équipe). Le titulaire devra mettre à disposition une équipe dirigée par des cadres, dénommés chefs d'équipe, ayant l'expérience de ces opérations et faisant partie de l'équipe dédiée du présent accord-cadre. Les profils des membres composant l'équipe devront avoir une expérience similaire. Dans le cas exceptionnel d'une indisponibilité circonstanciée, le titulaire pourra proposer un personnel remplaçant présentant des compétences et expériences similaires, qui devra faire l'objet de l'accord formel du musée du quai Branly – Jacques Chirac. Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Le personnel reste sous l'autorité hiérarchique du titulaire et ce dernier s'assurera de la bonne exécution des prestations par son personnel. Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le personnel du titulaire restera sous l'entière responsabilité de ce dernier.

11.4. Protection des œuvres sur le chantier

Le titulaire devra mettre en place les moyens nécessaires pour garantir la sécurité des opérations de chargement et de déchargement sur voies publiques et privées : signalisation, mise à disposition de personnel... Le(s) dispositif(s) à mettre en place est/sont à la charge du titulaire.

Le titulaire s'engage à respecter l'intégrité des œuvres, manipuler les objets avec des gants de coton, de latex ou de nitrile (sauf prescriptions spécifiques), tout en évitant le contact direct avec les plans de travail (utilisation de films support), selon les règles de l'art. Les modalités sont décrites dans la norme AFNOR NF 16648 « Conservation du patrimoine culturel / méthodes de transport, octobre 2015.

Le titulaire devra assurer tous types de protection des vitrines et des supports en place, ainsi que des éléments sur lesquels il travaillera.

Le titulaire s'engage à mettre à disposition l'outillage et les moyens de manutention nécessaires à l'emballage/ au déballage, à l'acheminement des caisses jusqu'à la salle d'exposition et jusqu'au lieu de chargement, et à la manipulation des œuvres.

Il devra disposer des engins de levage suffisants et appropriés pour assurer les manutentions d'œuvres lourdes et/ou délicates à manipuler.

L'utilisation d'engins de levage à gaz est formellement interdite.

Les personnels doivent être titulaires des certificats d'aptitudes ou des permis nécessaires à l'utilisation des différents engins ou matériels de manutention.

12. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

12.1. Conditions générales

Le titulaire exerce ses fonctions pour le compte de l'Etablissement public en liaison avec celui-ci.

Le titulaire s'engage à accomplir tous les actes qui lui paraissent nécessaires auprès de l'établissement public, compte tenu de la nature et du domaine d'intervention qui lui sont confiés par le présent accord-cadre. Il doit mettre en garde l'Etablissement public contre d'éventuelles conséquences néfastes des dispositions inscrites dans les différentes pièces portées à sa connaissance tout au long de sa mission.

Pour l'exécution de sa mission, le titulaire est tenu d'assister à toutes les réunions de travail organisées par l'établissement public dès lors que des questions le concernant y seront abordées.

L'exécution de certaines prestations pourra être précédée de réunions préparatoires faisant l'objet de comptes rendus adressés au titulaire pour prise en compte des dispositions indiquées. Au cours de ces réunions seront notamment examinés les moyens à mettre en œuvre pour la réalisation des prestations.

12.2. Conduite des opérations de l'accord-cadre

12.2.1. Responsable d'opérations

Le titulaire a désigné dans son offre un « responsable d'opérations » qui sera l'interlocuteur privilégié de l'établissement public. Le titulaire s'engage à nommer un interlocuteur privilégié de l'Etablissement public pour le suivi des opérations et des commandes afin de garantir la fluidité des échanges et de minimiser les pertes d'information.

Il devra :

- participer aux différents échanges et à la préparation des opérations réalisées,
- coordonner toutes les interventions pour le titulaire,
- engager le titulaire lors des opérations de vérification.

12.2.2. Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par un personnel suffisamment dimensionné et qualifié.

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Le personnel reste sous l'autorité hiérarchique du titulaire et ce dernier s'assurera de la bonne exécution des prestations par son personnel. Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le personnel du titulaire restera sous l'entière responsabilité de ce dernier.

Le titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel. De même, les dégâts de toute nature, produits à l'occasion de son intervention, seront à sa charge.

12.3. Conditions générales de livraison – horaires d'intervention

En raison de l'intervention possible en espaces publics et en fonction de la nature des prestations, le titulaire pourra être amené à exécuter ces prestations en dehors des horaires d'ouverture du musée au public signalés ci-après. Ces horaires sont susceptibles d'évoluer. Le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix de ce fait ni aucune indemnité.

Les horaires de l'établissement publics sont :

ESPACES PUBLICS : Horaires d'ouverture du musée au public et du jardin

Musée : de 10h30 à 19h00 / jardin : de 9h15 à 19h30

Excepté le jeudi, musée : fermeture à 22h/ jardin : fermeture à 22h15

Jour de fermeture hebdomadaire : lundi (excepté pendant les vacances scolaires des 3 zones hors les vacances d'été) ainsi que le 1^{er} mai et le 25 décembre

Toute opération de livraison/ enlèvement d'œuvres nécessitant un accès commun avec celui du passage du public doit se faire en dehors des horaires précités.

Toute opération d'entrée et de sortie des objets du plateau des collections doit se faire également en dehors de ces horaires.

ESPACES ADMINISTRATIFS : Horaires de travail

Du lundi au vendredi : de 9h00 à 17h30.

Le site dispose d'un PC sécurité ouvert 24h/24 et 7 jours sur 7

AIRE DE LIVRAISON

Horaires de livraisons : de 9h00 à 17h30 du lundi au vendredi mais possibilité d'accès 24/24 et 7/7 pour les livraisons et enlèvements d'œuvres.

L'aire de livraison ne dispose pas de quai de livraison.

Important : tous les camions affectés à des opérations sur le site du musée doivent être équipé d'un hayon.

Hauteur libre en aire de livraison : 3,40 mètres

Adresse de livraison : 25/27, quai Branly – 75007 PARIS

Hauteur maximale dans les espaces de circulation en aire de livraison : 2.43m. Donnée à prendre en compte lors de l'évaluation des modalités de livraison des œuvres

RESERVE EXTERNE

Les accès au sein de la réserve externe du musée du quai Branly – Jacques Chirac se font uniquement sur rendez-vous fixé au préalable avec le régisseur en charge du dossier.

La réserve externe dispose d'un quai de livraison.

Hauteur libre du quai de livraison : 2,50 mètres

Adresse de livraison : Île-de-France (Essonne)

HORAIRES D'OPERATION

Les prestations présentes au BPU s'entendent sur une durée de travail attendu de 7 heures au sein du plage horaire comprise entre 8h00 et 18h00. Les prix horaires et journaliers s'entendent sur cette plage de 7 heures.

- Pour les sites du musées (musée, pavillon des sessions, réserves externes) et les sites parisiens le temps de trajet des véhicules et équipes affectés par le titulaire ne pourra pas être facturé en supplément.
- Pour les autres sites franciliens (hors réserves externes du musée), les temps de trajet pourront être devisés en supplément si ceux-ci impliquent une opération supérieure à 7 heures.

Pour les expositions temporaires, les horaires de chantier au musée sont de **9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30**. Ces horaires ne donnent pas lieu à des coûts supplémentaires. Le titulaire devra effectuer ses plannings en fonction de cette contrainte, et établir ces plannings d'enlèvement de caisses vides et de relivraison en conséquence.

En fonction des besoins spécifiques des projets les horaires de chantier pourront être modifiés à la demande du pouvoir adjudicateur.

12.4. Confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à tout tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics. Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Pour assurer cette protection, il incombe à la personne publique d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues à l'accord-cadre.

Il est entendu que ces obligations s'appliquent à chaque titulaire de l'accord-cadre, aux cotraitants le cas échéant, aux sous-traitants éventuels et à chacun de leur préposé à titre personnel.

Par dérogation à l'article 5.2.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par la personne publique, afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties à l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, le non-respect de ces dispositions entraîne la résiliation immédiate de l'accord-cadre dont il est titulaire, sans préavis, ni indemnité.

13. VERIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS

L'admission est l'acte par lequel le musée du quai Branly – Jacques Chirac accepte, avec ou sans réserve, les prestations exécutées.

La titulaire aura pour obligation d'envoyer un tableau de contrôle (control board) à l'issue de la phase ouverture et de la phase fermeture pour validation des opérations effectuées dans un délais de 2 mois après ouverture et 1 mois après la dernière œuvre retournée chez le dernier prêteur à la fermeture de l'exposition.

Par dérogation aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS, la vérification sera réalisée à compter de la réception et de l'acceptation du control board par le service des expositions pour chacune des phrases.

A l'issue de la vérification de ce document, le musée prendra une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet par simple courriel pour chacune des phases.

14. MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commandes sont émis par la personne publique, et établis sur la base des prix unitaires figurant dans le bordereau de prix unitaires joint en annexe n°1 à l'acte d'engagement.

Chaque bon de commande précise la nature des prestations commandées et fixe les durées et dates auxquelles les prestations devront obligatoirement être exécutées.

Les bons de commandes peuvent être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Ces bons de commande sont émis par le musée du quai Branly – Jacques Chirac par tout moyen faisant foi. Pour toute commande du musée du quai Branly – Jacques Chirac, le titulaire accuse réception. Cet accusé de réception de commande vaut engagement du titulaire à fournir les prestations commandées.

Par dérogation à l'article 3.7.2 au CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier par courriel à la personne publique, dans un délai de 24 heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Les modifications notifiées sous 24 heures donnent lieu à l'émission d'un nouveau bon de commande si le représentant de la personne publique a approuvé les modifications proposées par le titulaire. In fine, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés. Ce délai de 24 heures ne s'applique pas aux commandes présentant un caractère urgent et devant s'exécuter dans un délai plus réduit indiqué au bon de commande.

Chaque bon de commande comportera les renseignements suivants :

- la référence de l'accord-cadre,
- le numéro du bon de commande,
- la désignation des prestations,
- les prix unitaires, références des produits indiqués dans le BPU et les quantités à exécuter,
- le délai d'exécution des prestations,
- le montant total hors taxes,

- les taux et les montants de TVA applicables,
- le montant total TTC.

15. DISPOSITIONS FINANCIERES

15.1. Contenu des prix des prestations

En complément des dispositions de l'article 10.1.3 du CCAF-FCS, les prix du marché sont réputés comprendre notamment les frais afférents aux déplacements sur les différents sites du musée ainsi que :

- toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation,
- les frais afférents à l'assurance à l'exception de celle des œuvres et objets d'art qui est prise en charge par l'établissement public excepté en cas de malveillance,
- tous les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution des prestations,
- la cession des droits d'auteur pour les exploitations commerciales et non commerciales, propres et extérieures au musée des créations originales du titulaire le cas échéant,
- les frais de déplacement, de transport,
- les frais de reprographie des documents, rapports, comptes rendus...,
- le matériel nécessaire pour l'exécution des prestations,
- les fournitures non prises en charge par l'établissement.

Les prix du marché sont réputés comprendre notamment les sujétions particulières ci-après :

- Le titulaire devra, sans pouvoir demander aucune indemnité ou augmentation du prix souscrit, se conformer aux instructions qui lui seront données par l'établissement public en ce qui concerne les heures d'entrée et de sortie de ses personnels.
- Le titulaire supportera, sans indemnité ni augmentation du prix souscrit, les interruptions du travail nécessitées par les besoins du fonctionnement ou d'exploitation de l'établissement dans lequel s'effectuent les prestations et prendra toutes les mesures qui lui seront indiquées pour ne pas gêner les services.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour l'ensemble des prestations décrites dans le présent marché.

En outre, le titulaire reconnaît avoir connaissance des sujétions particulières inhérentes à la qualité d'établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac et la nature de service public culturel de son activité qui se doit d'être continue. A ce titre, le titulaire ne pourra se prévaloir d'un quelconque aléa intervenant dans le cadre de l'exécution de ses prestations, pouvant résulter notamment soit du fonctionnement régulier de l'établissement et de l'activité de ses agents, soit de l'exploitation de l'établissement, y compris son ouverture au public. Le titulaire s'engage à prendre toute mesure appropriée rendue nécessaire pour ne pas perturber l'activité de l'établissement public et consent expressément à ce titre à ne pas réclamer d'indemnité ou augmentation du prix versé au titre du présent marché.

15.2. Prix

Le présent accord-cadre est rémunéré à prix mixtes, sur la base d'un prix global et forfaitaire et de l'application de prix unitaires renseignés dans le bordereau de prix unitaires (BPU).

Les prix sont fermes et actualisables si un délai de plus de 3 mois s'écoule entre la notification au titulaire et le début d'exécution des prestations selon la formule suivante :

L'actualisation sera effectuée par application aux prix initiaux du marché d'un coefficient d'actualisation « Ci », donnée par la formule suivante :

$$Ci = ((ICHT-H)-3) / ICHT-Ho$$

Formule dans laquelle :

- ICHT-Ho correspond à l'indice mensuel du coût du travail – indices du coût horaire du travail révisé – Indices mensuels – Transports et entreposage identifiant n° 1565190 du mois m0, publié dans le bulletin mensuel de statistique édité par l'INSEE,
- (ICHT-H)-3 correspond à l'indice mensuel du coût du travail – indices du coût horaire du travail révisé – Indices mensuels – Transports et entreposage identifiant n° 1565190, au mois antérieur de 3 mois au mois « m » de début d'exécution des prestations du marché.

Le coefficient sera arrêté à la troisième décimale.

15.3. Prix additifs

Par dérogation à l'article 23 du CCAG-FCS, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant, des prix nouveaux pendant l'exécution de l'accord-cadre ne figurant pas dans le bordereau de prix unitaires initial pourront être incorporés au BPU après acceptation de la personne publique.

Toutefois, le montant total de ces nouveaux prix, appelés additifs ne pourra dépasser 10% du montant maximum de la part à commande.

Dans l'hypothèse où, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, une ligne du BPU venait à perdre sa raison d'être en raison de la disparition du besoin ou de l'arrêt de la commercialisation du produit, le prix associé à cette ligne pourra être supprimé ou remplacé. Cette opération sera réalisée dans la limite des 10% du montant maximum de la part à commande prévus ci-dessus.

15.4. Application de la TVA

Les prix du présent accord-cadre sont assujettis au taux en vigueur à la date du fait générateur.

16. MODALITES DE REGLEMENT

16.1. Avance

Conformément aux articles R2191-3 et R2191-7 du Code de la commande publique et sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est versée au titulaire au titre du présent marché. Cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le montant de l'avance est égal à 10 % du montant forfaitaire initial du marché, toutes taxes comprises. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Conformément aux articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la commande publique, le remboursement de cette avance s'effectuera dès que le montant cumulé de(s) facture(s) présentée(s) par le titulaire dépassera 10 % du montant TTC du marché. Le remboursement doit-être terminé lorsque ce pourcentage atteint 20 % du montant TTC du marché.

16.2. Versements sur facture et solde du marché

16.2.1. Versement d'acomptes au titulaire avant l'ouverture de l'exposition :

Des acomptes pourront être versés au titulaire après les premières opérations de fabrication de caisse et de transport, sur présentation d'une facture, sous réserve de validation de service fait par le représentant de la direction du développement culture du musée du quai Branly – Jacques Chirac, entendu que la valeur des prestations réalisées représente le montant des acomptes.

16.2.2. Versement après l'ouverture de l'exposition :

Après l'ouverture de l'exposition, le titulaire pourra recevoir un versement de 90% du montant H.T. notifié de la phase Ouverture du marché, déduction faite des acomptes versés, sur présentation d'une facture. Le paiement sera déclenché par la validation de la facture par le représentant de la Direction du développement culturel du musée du quai Branly-Jacques Chirac.

16.2.3. Solde de la phase Ouverture :

Le solde de la phase Ouverture sera versé lors de l'établissement du bilan de la phase Ouverture, réalisé après l'ouverture de l'exposition. Le paiement sera déclenché par la validation de la facture par le représentant de la Direction du développement culturel du musée du quai Branly-Jacques Chirac.

16.2.4. Solde du marché (phase Fermeture) :

A la fin du démontage, le titulaire du marché transmet sa dernière facture.

Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au titulaire en application du présent marché, seront déduites par le musée du quai Branly – Jacques Chirac du montant total du solde, si elles n'ont pas été déjà déduites lors des versements précédents.

16.3. Facturation – envoi des factures

Le titulaire déposera obligatoirement ses factures sur Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr> en utilisant les données suivantes :

- Le SIRET du musée du quai Branly – Jacques Chirac : 18009214000037
- Les références d'engagement au format EAAAA00XXXX
- Le Code service : SFACT

Ce service est entièrement gratuit. Le titulaire dispose à ses frais d'un ordinateur équipé d'un navigateur web et d'un accès au réseau internet.

Chaque facture portera les mentions légales obligatoires :

- La date d'émission de la facture,
- La numérotation de la facture,
- La date de réalisation de la prestation,
- Le numéro de la commande,
- L'identité du titulaire,
- L'identité de l'acheteur,
- Le numéro individuel d'identification à la TVA du titulaire et de l'acheteur,
- La désignation de la prestation,
- Le montant HT de la facture,
- Le (s) taux de TVA, le montant total de TVA,

- Le montant TTC de la facture,
- Les références de l'engagement,
- Les références de l'accord-cadre.

Le représentant de la personne publique se réserve le droit de demander au titulaire tout justificatif supplémentaire qu'elle estimera nécessaire au règlement des comptes.

16.4. Délai de paiement et intérêts moratoires

L'accord-cadre est financé sur le budget du musée du quai Branly – Jacques Chirac. Le paiement des factures/accomptes et du solde sera effectué par virement administratif sur un compte bancaire ou postal. Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la réception de la facture par la personne publique, sous réserve de certification de service fait. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points et de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire dû dès le 1^{er} jour de retard.

17. PENALITES

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS, les prestations non conformes à l'accord-cadre donneront lieu à l'application de pénalités suivant les conditions définies ci-après. Toutes les pénalités sont cumulables entre elles et hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, l'application des pénalités ne fera en aucun cas l'objet d'une mise en demeure.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalités n'est prévue pour le présent accord-cadre.

17.1. Pénalités de retard dans la réalisation des prestations et/ou remise des documents

Pour la transmission des documents demandés par écrit, un délai est fixé par le musée du quai Branly – Jacques Chirac à maximum 5 jours ouvrés. Une pénalité de retard de 100 (cent) euros par jour sera appliquée pour chaque document non remis avant l'expiration de ce délai de 5 jours ouvrés.

En cas de résiliation du marché, qu'il y ait faute ou non du titulaire, cette restitution a lieu au plus tard à la date de prise d'effet de la décision de résiliation.

Une pénalité de retard de 100 (cent) euros par jour de retard sera appliquée pour la non remise des control board évoqués à l'article 13 du présent CCP.

17.2. Pénalités de retard dans les délais de livraisons

En cas de non-respect du ou des délais prévus par l'accord-cadre, le représentant du pouvoir adjudicateur, appliquera des pénalités calculées comme suit :

$$P = \frac{V \times R}{5}$$

P : montant de la pénalité

V : montant hors taxes des prestations pour lesquelles des retards sont constatés. R : nombre de jours de retard

Dans ce cas où la responsabilité du titulaire n'est pas en cause, les pénalités ne seront pas appliquées, à condition qu'il apporte la preuve des circonstances extérieures qui ont causées le retard.

Pour tout retard d'enlèvement ou de livraison constaté chez les prêteurs ou au musée du quai Branly, de plus d'une heure et sans information préalable auprès du prêteur ou de l'Etablissement, sera sanctionné par une pénalité forfaitaire de 300 € / heure de retard.

17.3. Pénalités pour non-respect des mesures de sécurité

En cas de non-respect des prescriptions relatives à la sécurité (notamment lors des opérations de chargement et de déchargement des œuvres, pour manquement aux mesures figurant dans le plan de prévention et notamment les **chaussures de sécurité**), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 (cinq cents) € par mise en défaut constaté.

17.4. Pénalité pour non-transmission du formulaire d'autorisation d'accès

La non-transmission du formulaire d'autorisation d'accès prévu à l'article 4.4.3 du présent document, donnera lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire de cent (100) euros HT.

17.5. Pénalités pour non-respect des documents contractuels

En cas de manquements constatés dans le respect des dispositions du CCPC, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité de 500 (cinq cents) euros par manquement constaté sans mise en demeure préalable.

17.6. Retenue provisoire pour non-remise des attestations

En cas de non-production de l'attestation d'assurance, des attestations sociales et fiscales, une retenue provisoire de 200 (deux cents) euros HT par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues au titulaire. Cette somme sera reversée au titulaire à compter de la réception du document par l'établissement.

17.7. Pénalités pour non-remise des documents relatifs à la sous-traitance

Chaque titulaire est tenu de communiquer l'acte de sous-traitance et ses avenants éventuels à la personne publique, lorsque celle-ci en fait la demande. À défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de dix (10) jours calendaires courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par la personne publique, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3 000 du montant hors taxes de la sous-traitance, éventuellement modifiés par avenant, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour calendaire de retard.

18. EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS s'appliquent.

19. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS sont applicables.

20. ASSURANCES ET TRANSMISSION DES ATTESTATIONS

Les documents mentionnés au présent article devront être déposés par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement, par la personne publique, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com/fr/>

En cas de difficultés dans le dépôt des documents, il est possible de contacter le service juridique et des achats : marches-publics@quaibranly.fr

13.1 Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra remettre au représentant de la personne publique un exemplaire de la police souscrite contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes de l'accord-cadre à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

Le titulaire doit garantir qu'il dispose :

- d'une assurance responsabilité Exploitation et civile professionnelle à l'égard des tiers et des personnels de l'Établissement public en cas d'accident ou de dommages causés dans l'exécution de ses prestations, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, auprès de compagnies d'assurances notoirement connues et solvables,
- d'une assurance couvrant les entrepôts de stockage.

L'Établissement public se charge de couvrir les assurances des œuvres transportées et manipulées, avec clause de renonciation de recours contre emballeur et transporteur, sauf malveillance, dol ou faute lourde.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des conditions d'accompagnement des œuvres stipulées dans les contrats d'assurance conclu par l'Établissement.

En cas de sinistre, le titulaire s'engage à avertir immédiatement le régisseur des expositions de l'Établissement Public du musée du quai Branly-Jacques Chirac, avec copie au chef de service et au directeur, et à lui confirmer sa déclaration par écrit dans les vingt-quatre (24) heures par courrier recommandé avec accusé de réception.

13.2 Attestations fiscales et sociales

Le titulaire devra fournir tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution des prestations, les documents listés par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes et contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000038318472/>

21. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En complément de l'article 5.2 du CCAG-FCS, la personne publique et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement général sur la protection des données »).

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire, en tant que sous-traitant au sens du règlement européen précité, s'engage à effectuer pour le compte de la personne publique, responsable de traitement, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

21.1. Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter, pour le compte du responsable de traitement, les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre.

21.2. Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable de traitement

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités d'exécution du présent accord-cadre ;
- Traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant au présent CCP. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité. A ce titre, le titulaire s'engage à fournir la liste des personnes ayant accès aux données à caractère personnel et à la mettre à jour en cas de changement dans un délai maximum de sept (7) jours ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- Respecter les conditions de sous-traitance définies ci-après :

Le titulaire peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, dans le respect de l'article 8.3 du présent CCP, relatif à la sous-traitance.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au titulaire de

s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement général sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par son sous-traitant de ses obligations.

21.3. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

21.4. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire concerné des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à l'adresse suivante : cnil@quaibranly.fr.

21.5. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures après en avoir pris connaissance par l'envoi d'un courrier électronique à l'adresse suivante : cnil@quaibranly.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

21.6. Appui du titulaire auprès du responsable de traitement dans le cadre de ses obligations réglementaires

Le titulaire appui le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'exécution du présent contrat et, pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

21.7. Mesures de sécurité

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, accède à des données à caractère personnel, est tenu de prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles, afin de garantir la confidentialité et l'intégrité de ces données et, d'éviter, que ces informations ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Par conséquent, chaque titulaire s'interdit d'utiliser à quelque fin que soit, autre que pour la stricte exécution des prestations lui incombant au titre du présent accord-cadre, ces données.

21.8. Délégué à la protection des données

Le titulaire communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement général sur la protection des données.

A la date de signature du marché, le délégué à la protection des données de l'Etablissement est Nathalie TRZEWIK. Les coordonnées sont les suivantes : cnil@quaibranly.fr

21.9. Registre des catégories d'activités de traitement

Dans certaines hypothèses mentionnées à l'article 30§2 du règlement général sur la protection des données, chaque titulaire devra tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement.

21.10. Documentation

Le titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable de traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

21.11. Opposabilité

La présente clause est opposable à compter de la date de notification du présent accord-cadre.

22. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SANTE ET SECURITE

Les dispositions de l'article 7 du CCAG-FCS sont applicables.

Par dérogation aux dispositions de l'article 7.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement, de la sécurité et de la santé en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par la personne publique afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant, sauf si ces dispositions sont moins protectrices de l'environnement.

23. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de la personne publique.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

- La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C 87, 1948) ;
- La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C 98, 1949) ;
- La convention sur le travail forcé (C 29, 1930) ;
- La convention sur l'abolition du travail forcé (C 105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- La convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;

- La convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Par dérogation aux dispositions de l'article 6.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail plus favorable et/ou plus protectrice pour les salariés en cours d'exécution de l'accord-cadre, celle-ci sera applicable directement.

Le titulaire peut demander à la personne publique, du fait des conditions particulières d'exécution de l'accord-cadre, de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

24. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les dispositions du chapitre 8 du CCAG-FCS sont applicables.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties et s'il ne peut être obtenu un accord amiable, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

25. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, le dernier article du présent CCP ne contient pas la liste récapitulative des articles dérogeant au CCAG-FCS.

Ces dérogations sont précisées pour chaque article concerné dans le présent CCP.